

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cellule Risques Accidentels
Place de l'Ancien Foirail
32000 Auch

Auch, le 07/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GERSYCOOP

Bd des Pyrénées
32300 Mirande

Références : 2025-0058-DP
Code AIOT : 0006802202

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2025 dans l'établissement GERSYCOOP implanté ZI 32500 Fleurance. L'inspection a été annoncée le 27/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection a été programmée suite à l'explosion de l'élévateur E5 situé dans le silo n°1 en date du 26 février 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GERSYCOOP
- ZI 32500 Fleurance
- Code AIOT : 0006802202

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

En 2008, la coopérative céréalière GERSYCOOP a été créée par la fusion des Silos du Mirandais et de la Coopérative Agricole de Fleurance Avezan. Cette coopérative est spécialisée dans les céréales et dispose d'une dizaine d'installations classées dans le département du Gers. Sur le site de Fleurance, zone industrielle, le site est autorisé pour le stockage de céréales et soumis à déclaration pour le stockage d'ammonitrates.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

D'une manière générale, l'exploitation du site manque de rigueur et de formalisme dans les contrôles prescrits dans les différents articles du titre 7 "Prévention des risques technologiques" de l'arrêté préfectoral complémentaire du 07/03/20022.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Personne nommément désignée	AP Complémentaire du 07/03/2022, article 2.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
2	Déclaration et rapport d'accident	AP Complémentaire du 07/03/2022, article 2.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	8 jours
3	Registre accidents et incidents	AP Complémentaire du 07/03/2022, article 2.5.2	Demande d'action corrective	2 mois
4	Localisation des risques	AP Complémentaire du 07/03/2022, article 7.2.3	Demande d'action corrective	2 mois
5	Vieillessement des structures	AP Complémentaire du 07/03/2022, article 7.3.3	Mesures d'urgence	0 jour
6	Prévention des risques liés aux appareils de manutention	AP Complémentaire du 07/03/2022, article 7.7.2	Mesures d'urgence	0 jour
7	Système d'aspiration	AP Complémentaire du 07/03/2022, article 7.7.3	Mesures d'urgence	0 jour
8	Events / surfaces soufflables / Découplage	AP Complémentaire du 07/03/2022, article 7.7.7	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite d'inspection a été réalisée suite à l'explosion de l'élévateur E5 de reprise de fond de cellules. Les différents points de contrôle ont permis de relever plusieurs non conformités qui remettent en question la sécurité industrielle du site.

Par conséquent, un arrêté préfectoral de mesures d'urgence sera proposé à la signature de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Gers.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Personne nommément désignée

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/03/2022, article 2.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance et formation
Prescription contrôlée : L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.
Constats : Les consignes générales d'exploitation ont été présentées, elles comprennent les consignes de sécurité, les opérations à tenir en cas d'incident et les vérifications en conditions normales. Les document sont périodiquement mis à jour. L'exploitant a été en mesure de présenter le document daté du 15/05/2024 qui désigne nommément M. BAURENS comme responsable du site. <ul style="list-style-type: none">• Les attestations de formation aux risques Incendie, Explosion et Poussières suivantes ont été présentées :Attestation de formation « Renouvellement Risques IEP » de M. Maxime BAURENS daté du 28/03/2019 ;• Attestation de formation « Prévention des Risques IEP » de M. Arnaud CASTELLI daté du 12/02/2019 ; L'exploitant a présenté la convocation concernant la formation de prévention des risques IEP datée du 11/12/2023 pour la journée du 14/12/2023. Les personnes concernées étaient entre autres : Maxime BAURENS, Arnaud CASTELLI, Loïc INTARTAGLIA, Brice NICOLAS(Service maintenance GERSYCOOP) et Eric RIVIERE(Service maintenance GERSYCOOP).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit établir des consignes de mise en sécurité de son installation du fait d'un dysfonctionnement de tout ou partie du système d'aspiration des poussières et les présenter à

l'inspection des installations classées. L'exploitant doit transmettre les attestations du suivi de formation établies à la suite de la session de 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Déclaration et rapport d'accident

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/03/2022, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incident ou accident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à l'explosion de l'élévateur n°5 du silo n°1 le 26/02/2025 à 16h35, l'exploitant a réalisé une déclaration téléphonique auprès de l'inspection des installations classées le jour même à 18h15. L'exploitant a déclaré que des contrôles électriques ont été réalisés le 27/02/2025 par la société ÉLECTRICITÉ INDUSTRIELLE FAUCHÉ, ces contrôles concernent les organes de sécurité (capteurs de déport de bande, capteurs de rotation, capteurs de bourrage, test de fonctionnement des arrêts d'urgence et contrôles de sécurité des câbles). Une vérification de la sangle de l'élévateur n°5 a été réalisée le 28/02/2025.</p> <p>L'exploitant a déclaré qu'après vérification, ni la sangle, ni les godets ne font apparaître de dégradations pouvant être à l'origine de l'explosion.</p> <p>Le jour de la présente visite d'inspection, l'exploitant est toujours dans une démarche de recherche et d'analyse des causes ayant entraîné l'accident. La rédaction du rapport d'accident n'a pas encore commencé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit formaliser son rapport d'accident et le transmettre avant le 13/03/2025 à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 8 jours

N° 3 : Registre accidents et incidents

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/03/2022, article 2.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Incident ou accident
Prescription contrôlée : Tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie doit notamment être signalé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant réalise annuellement une analyse des causes possibles de ces événements afin de prévenir l'apparition de tels accidents. Cette analyse est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté les fiches de renseignement, d'enregistrement et d'analyse des presque accidents et accidents. Ces fiches identifient les différents types de causes. L'exploitant déclare qu'aucun événement susceptible de provoquer un incident ou un accident n'a dû faire l'objet d'un enregistrement écrit dans le passé. L'inspection des installations classées rappelle que les bourrages de l'aspiration centralisée mentionnés dans le rapport du 19/06/2024, les observations établies au titre des contrôles électriques et les défauts relevés sur les détecteurs de dysfonctionnement des équipements de manutention sont des événements dont la susceptibilité de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie doit être évaluée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre un exemple de fiche à l'inspection des installations classées. L'exploitant doit mettre en œuvre une démarche d'amélioration constante de la sécurité de son installation. Toutes les observations présentes dans les différents rapports établis suite aux contrôles réalisés dans le cadre des prescriptions des articles du titre 7 de l'APC du 07/03/2022 doivent être évaluées par l'exploitant. À l'issue de ces évaluations l'exploitant doit, le cas échéant, remplir les fiches présentées lors de l'inspection et renseigner le registre prescrit dans l'article 2.5.2.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Localisation des risques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/03/2022, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque explosif
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

<p>Il distingue 3 types de zones :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les zones à risque permanent ou fréquent ; • les zones à risque occasionnel ; • les zones où le risque n'est pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal ou n'est que de courte durée s'il se présente néanmoins. <p>[...]</p> <p>Pour les zones à risque d'atmosphère explosive dues aux poussières, l'exploitant définit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • zone 20 : emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles est présente dans l'air en permanence ou pendant de longues périodes ou fréquemment ; • zone 21 : emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles est susceptible de se présenter occasionnellement en fonctionnement normal ; • zone 22 : emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles n'est pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal ou n'est que de courte durée s'il advient qu'elle se présente néanmoins. <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'étude ATEX a été transmise, pour le silo n°1, les élévateurs E1 à E12 sont classés en zone 22 excepté l'élévateur E4 qui n'est pas relié à l'aspiration centralisée. Ce dernier est classé en zone 21.</p> <p>L'inspection des installations classées précise que l'élévateur E5 du fait du dysfonctionnement de l'aspiration centralisée en tête n'était plus à même d'être classé en zone 22 et de ce fait être mis à l'arrêt.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit établir la conduite à tenir en cas d'évolution du classement d'une zone ATEX du fait du dysfonctionnement d'une partie de son installation. Il en justifiera auprès de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Vieillissement des structures

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/03/2022, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vieillissement des structures
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos et cellules. L'exploitant établit une procédure qui spécifie la nature et la fréquence de ces contrôles qui</p>

donnent lieu à enregistrement. Il est remédié à toute dégradation (début de corrosion, amorce de fissuration...) susceptible d'être à l'origine de la rupture d'une paroi dans les délais les plus brefs.

Constats :

Suite à la présente visite d'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport établi suite au diagnostic réalisé par la société SOLUTION+ en novembre 2024 qui fait état de désordres suivants au niveau du silo n°1 :

- Spectre des aciers et microfissures verticales régulières principalement localisées sur les Façades Nord des cellules 5 000T.
- Descente d'eau endommagée pouvant entraîner des infiltrations dans la cellule à travers la paroi en béton, ce qui risquerait de fragiliser la structure.

L'exploitant déclare que le précédent diagnostic a été réalisé en mai 2016.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées son plan d'action concernant les désordres mentionnés dans le rapport de novembre 2024.

Suite à l'évènement du 26/02/2025, l'exploitant doit procéder à un nouveau contrôle des structures de son installation et l'adresser à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures d'urgence

Proposition de délais : 0 jour

N° 6 : Prévention des risques liés aux appareils de manutention

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/03/2022, article 7.7.2

Thème(s) : Risques accidentels, Appareils de manutention

Prescription contrôlée :

Voir tableau dans APC de 2022

[...]

L'exploitant établit un programme d'entretien de ces dispositifs, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les détecteurs d'incidents de fonctionnement arrêtent l'installation et les équipements situés en amont. L'installation ne peut être remise en service qu'après intervention du personnel pour remédier à la cause de l'incident.

L'état des dispositifs d'entraînement, de rotation et de soutien des élévateurs et des transporteurs et l'état des organes mécaniques mobiles est contrôlé à une fréquence adaptée déterminée par l'exploitant, et au moins annuellement. Les résultats de ce contrôle sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a déclaré que les contrôles sont répertoriés sur des feuilles remplies par les

<p>intervenants extérieurs. L'exploitant a été en mesure de présenter le registre des visites et des interventions du silo attestant que M. RIVIERE et M. NICOLAS du service maintenance GERSYCOOP sont venus faire le contrôle dit « ISO » les 16, 20 et 21/02/2024.</p> <p>L'exploitant a présenté des fiches associées à ces contrôles qui sont non datées et non signées.</p> <p>L'exploitant a transmis les nouvelles fiches d'intervention qui seront mises en place très prochainement au sein du groupe GERSYCOOP.</p> <p>L'exploitant a été en mesure de présenter les contrôles réalisés par la société FAUCHÉ Électricité industrielle suite à l'explosion de l'élévateur n°5. Tous les capteurs de sécurité et des arrêts d'urgence du silo n°1 sont en bon état excepté les 2 capteurs de déport de bande de l'élévateur E12 qui ont été commandés le 28/02/2025.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les contrôles listés dans le dernier alinéa de l'article 7.7.2 ont été réalisés jusqu'à présent.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un document déterminant que la fréquence annuelle des contrôles de son installation est adaptée.</p> <p>L'exploitant a été en mesure de présenter les défauts qui sont enregistrés par la supervision associée à l'automate programmable industriel. Tous les capteurs étaient fonctionnels hormis le capteur de bourrage du transporteur à chaîne de vidange des cellules C5 à C8 (transportant les céréales vers le pied de l'élévateur E5) qui a été soulevé lors de l'explosion.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit formaliser les contrôles, les périodicités associées et mettre en place les registres de suivi, ceci en application des dispositions de l'article 7.7.2. Il en attestera auprès de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mesures d'urgence</p>
<p>Proposition de délais : 0 jour</p>

N° 7 : Système d'aspiration

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/03/2022, article 7.7.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Aspiration centralisée</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.</p> <p>Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement: elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.</p> <p>Afin de prévenir les risques d'explosion, les dispositions suivantes sont prises :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les ventilateurs d'extraction sont placés à l'aval des dispositifs de traitement ; • les filtres à manches sont protégés par des événements qui débouchent sur l'extérieur équipés d'un système de détection du décrochement ou du percement des manches.

Le stockage des poussières est réalisé à l'extérieur des installations de stockage en vrac de céréales dans des bennes à déchets dédiées, fermées et situées en extérieur ou dans une chambre à poussière au niveau du local à déchet du silo bio.

Le système d'aspiration est correctement dimensionné (en débit et en lieu d'aspiration) et une mesure des débits d'air est réalisée au moins une fois par an afin de contrôler le maintien de l'efficacité du système de dépoussiérage.

Constats :

L'exploitant a déclaré que les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement celui-ci est réalisé au niveau de l'automate du silo.

Le contrôle de l'aspiration centralisée a été réalisé le 19/06/2024 par la société ARMOR VENTILATION.

Le rapport associé à ce contrôle fait état de plusieurs dysfonctionnements du système d'aspiration des poussières au droit des silos n°1 et n°2. D'autres observations ont été formulées au niveau du silo n°3.

Notamment, au niveau du silo n°1, 6 points d'aspiration étaient bouchés et 4 à 5 autres points d'aspiration présentent des valeurs basses.

Le point d'aspiration situé en tête de l'élévateur E5, l'élévateur qui a explosé, faisait parti de ceux mentionnés comme étant bouchés.

Aucune action n'a été réalisée par l'exploitant à la suite de ce contrôle.

L'exploitant déclare que cet élévateur n'était pas utilisé au moment des récoltes, le débouchage a été laissé en suspens, les contrôles de l'aspiration ont été mis en place suite à la construction du nouveau silo et à la visite d'inspection du site de 2022, le premier contrôle a été réalisé en 2024. A la suite de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis une offre commerciale de la société DELTA NEU, daté du 27/02/2025, signée concernant le contrôle des performances aérauliques des équipements de dépoussiérage des silos 1, 2 et 3.

À la suite de l'explosion le débouchage des points d'aspirations a été mis en œuvre par une entreprise extérieure, la société MDE.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit cesser toutes activités des équipements de manutention des silos n°1 et 2, et corriger l'ensemble des observations mentionnées dans le rapport de contrôle du 19/06/2024. À la suite l'exploitant doit réaliser le contrôle du fonctionnement des équipements de dépoussiérage et transmettre le rapport à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures d'urgence

Proposition de délais : 0 jour

N° 8 : Events / surfaces soufflables / Découplage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/03/2022, article 7.7.7

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de protection contre les explosions

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits

permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.

a) Événements et surfaces soufflables

Les études de danger identifient les moyens techniques nécessaires afin de limiter la pression liée à l'explosion dans les différents volumes. Des surfaces soufflables sont mises en place au niveau des volumes suivants :

**** Voir tableau APC****

Ces dispositifs sont conformes aux préconisations de l'étude de dangers du site et dimensionnés conformément aux normes en vigueur. L'exploitant s'assure de leur efficacité et de leur pérennité. Si des modifications interviennent sur l'une des structures ou équipements, l'exploitant devra démontrer l'efficacité des nouveaux dispositifs de protection, notamment pour garantir une surface éventable ainsi qu'une pression d'ouverture équivalente.

Des filets de protection et des descentes d'eaux pluviales sont présents au niveau des cellules C1 à C8 du silo 1.

b) Dispositifs de découplage

Lorsque la technique le permet, et conformément à l'étude de dangers et [le cas échéant] à la tierce expertise réalisée[s] par l'exploitant, les sous-ensembles sont isolés par l'intermédiaire de dispositifs de découplage. Ces dispositifs sont dimensionnés de manière à résister à une explosion primaire débutant dans l'un des volumes adjacents, pour éviter qu'une explosion se transmette d'un sous-ensemble à l'autre.

Des dispositifs de découplage sont mis en place entre les volumes suivants :

**** Voir tableau APC ****

Les communications entre volumes sont limitées. Les ouvertures pratiquées dans les parois intérieures pour le passage des transporteurs, canalisations, etc., doivent être aussi réduites que possible.

L'ensemble des ouvertures communicant avec les galeries inférieure et supérieure (portes et trappes de visite des cellules) est fermé pendant les phases de manutention

Lorsque le découplage comprend ou est assuré par des portes, celles-ci sont maintenues fermées, hors passages, au moyen de dispositifs de fermetures mécaniques. L'obligation de maintenir les portes fermées doit à minima être affichée.

c) Galeries de reprises

Dans les galeries enterrées des silos 1, 3 et 4, la manutention constituée de transporteurs à chaîne doit être rendue aussi étanche que possible, afin de limiter les émissions des poussières inflammables.

De plus, afin d'assurer le cantonnement des galeries concernées avec les cellules, l'exploitant s'assure que toutes les trappes de ventilation des cellules sont fermées à l'exception de celles utilisées lors d'une phase de vidange ou de ventilation.

Ces dispositions sont reprises dans les consignes d'exploitation et un nettoyage régulier des galeries doit également être réalisé.

Constats :

En page 84, L'étude de dangers de 2006 préconise l'installation de 5 plaques de plexiglas ou en matière plastique, chacune placée sur un élévateur différent. Ces plaques, en tant que surface fragilisée doivent servir d'évent de décharge en cas d'explosion.

Lors de l'explosion du 26/02/2025, la plaque présente en partie basse de l'élévateur E5 est restée

<p>intacte et n'a pas rempli son rôle d'évent de décharge.</p> <p>Lors de la visite du site il a été constaté que la galerie sous les cellules 5, 6, 7 et 8 est équipée d'une porte de découplage mais pas d'évent de décharge.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre une notice de réexamen de son étude des dangers (pour les silos 1, 2 et 3), prenant en compte son retour d'expérience.</p> <p>Cette mise à jour devra comprendre une étude détaillée des volumes de découplage, du dimensionnement des événements de décharge et des parties soufflables des silos 1, 2 et 3.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>